

Ordonné, que M. Fielding ait la permission de présenter un bill (No 87) concernant la constitution légale des Sociétés de Bienfaisance.

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Moore propose, secondé par M. Davin :—Que dans l'opinion de cette Chambre, il serait de l'intérêt des classes agricoles et ouvrières et du pays en général, de révoquer le droit sur l'huile de charbon pour fins d'éclairage et de manufacture; qu'il serait aussi de l'intérêt des consommateurs d'huile de charbon pour les dites fins de permettre son emmagasinage dans des réservoirs—afin d'en faire la distribution de ces réservoirs,—comme aussi de permettre cet emmagasinage dans des wagons réservoirs ou autres véhicules convenables qui épargneraient aux vendeurs et aux consommateurs la dépense des barils et de leur fabrication, et de prendre les mesures qui seraient jugées nécessaires pour protéger la population canadienne contre les mauvais effets des syndicats, coalitions ou monopoles sur cette importante industrie.

Et un débat s'ensuivant,—

Sur motion de M. Beattie, secondé par M. Johnston,
Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur motion de M. Foster, secondé par M. Beattie,

Ordonné, qu'il soit mis devant la Chambre, un état détaillé de toutes sommes dépensées pour la Haute Commission internationale représentant la Grande-Bretagne et les Etats-Unis depuis sa nomination jusqu'à ce jour, avec les noms de toutes personnes attachées à cette Commission à titre de commissaires, secrétaires, commis et serviteurs, et le montant total de la compensation payée à chacune comme salaire, allocation et frais, spécifiant chaque item.

Sur motion de M. Foster, secondé par M. Beattie,

Ordonné, qu'il soit mis devant la Chambre, un état devant indiquer toutes les personnes et commissions nommées pour s'enquérir de la conduite des employés publics depuis le 1^{er} août 1896, les noms des commissaires, le chiffre de leurs salaires et allocations, le montant total payé à chacun comme salaire et allocations, et les dépenses totales de chaque commission en dehors des salaires et allocations ainsi que les noms et domiciles de toutes les personnes destituées sur le rapport des commissaires.

Sur motion de M. Foster, secondé par M. Beattie,

Ordonné, qu'il soit mis devant la Chambre, copie de tous papiers et correspondance concernant la réclamation de la *British American Bank Note Company* au sujet de la balance qu'elle prétend lui être due pour des travaux exécutés en vertu d'un contrat avec le département des Postes.

Sur motion de M. Monk, secondé par M. Corby,

Résolu, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, le priant de bien vouloir faire mettre devant la Chambre, copie du bail ou arrangement et de toute correspondance concernant l'occupation du Champ de Mars dans la cité Montréal par les autorités municipales, et des conditions attachées à cette occupation.

Ordonné, que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de la Chambre, qui font partie du Conseil Privé de la Reine.

M. Monk propose, secondé par M. Corby, qu'il soit émis un ordre de la Chambre pour la production d'un état indiquant les sommes payées comme frais de voyage aux juges de la Cour Supérieure de la province de Québec venant de districts extérieurs pour siéger dans la cité de Montréal (1) depuis le 1^{er} janvier 1898 jusqu'à la mise en vigueur de l'Acte 61 Victoria, chapitre 52; et (2) depuis la mise en vigueur du dit statut jusqu'au 1^{er} mars 1899.